



26 mai TOUS EN GRÈVE

**Tous à la manifestation, à 14h30 Place
Napoléon**

**OUI Monsieur le premier Ministre,
pour que cesse le déni de démocratie,
pour le retrait du projet de loi travail,
il est pertinent de manifester et de faire grève !**

Le 19 mai, le premier Ministre a mis en cause la pertinence des manifestations organisées par nos syndicats, et a déclaré qu'il allait utiliser les forces de l'ordre face à la grève dans les ports, les raffineries, les aéroports...

Droit de manifester, droit de grève sont inscrits dans la loi, dans la constitution, jusqu'où le gouvernement est-il prêt à aller dans le déni de démocratie ?

Bien qu'il déclare ne pas faire d'amalgame entre nos syndicats et les casseurs, il n'empêche en voulant nous faire porter la responsabilité de la situation, c'est bien à cela qu'il s'emploie.

Nous n'accepterons aucune répression à l'égard des militants de nos organisations. Le gouvernement devrait cesser d'instrumentaliser les forces de l'ordre et les casseurs avec pour objectif de faire refluer la mobilisation, c'est un jeu dangereux.

Après le 9 mars, le 31 mars, le 28 avril, plus de 1 000 manifestants en Vendée, plus de 400 000 en France le 19 mai.

L'heure est à amplifier la mobilisation

Les chauffeurs routiers ne veulent pas voir leur salaire diminuer de 2000 Euros par an avec la baisse à 10 % de la rémunération des heures supplémentaires.

Aucun salarié ne veut voir son temps de travail augmenté de dix jours et plus par an comme vient de l'obtenir le patron de la CBI à Angers (accord signé par la CFE-CGC et la CFDT) en application de la loi de 2013 sur les accords compétitivité, que va étendre et élargir la loi EL KHOMRI.

Un temps de travail allongé, une rémunération diminuée, des conditions de travail alourdies, la santé et la sécurité au travail affaiblies, les licenciements facilités... le chantage patronal légalisé par le référendum.

L'inversion de la hiérarchie des normes, ce sera demain chaque employeur qui fera sa loi au sein de son entreprise. La hiérarchie des normes c'est l'obligation pour l'employeur de respecter le Code du Travail et la Convention Collective. Supprimer celle-ci, comme le prévoit le projet de loi, c'est supprimer l'ensemble des garanties communes à tous les salariés, applicables à tous car inscrites dans la loi, les lois de la République.

C'est cela la « loi travail » !

L'article 49.3 permet de déclarer loi un texte qui n'a fait l'objet d'aucun vote de l'Assemblée Nationale. Le seul effectué s'est fait, se fera à nouveau en juin sur la question suivante : y a-t-il une majorité parlementaire pour renverser ou non ce Gouvernement ?

C'est cela le déni de démocratie !

**Notre réponse
est simple :
retrait du
projet de loi
EL KHOMRI !**

Sondés, les citoyens Français déclarent :

- ✓ à 71 % s'opposer à la loi EL KHOMRI,
- ✓ à 75 % que nous sommes en pleine lutte de classe,
- ✓ à 81 % qu'ils sont contre l'application de l'article 49.3

Sondés, les citoyens Français déclarent :

- ✓ à 87 % la politique économique du Gouvernement mauvaise,
- ✓ à 58 % que cette politique avantage les patrons,
- ✓ à 85 % que cette politique désavantage ouvriers et employés,

Les grèves ont commencé à la SNCF, dans les transports, le raffinage, la pétrochimie, dans les ports...

Ensemble, il est possible de gagner.

Nos organisations syndicales nationales et départementales, invitent à l'organisation d'Assemblées Générales, de réunions avec les salariés pour débattre des modalités d'action, de la grève et de sa reconduction, c'est le moment !

Mettre à l'ordre du jour la satisfaction des revendications non prises en compte depuis trop longtemps, défendre l'ensemble de ses droits, obtenir le retrait de la loi EL KHOMRI devient aujourd'hui un devoir, quand un Gouvernement, ce Gouvernement bafoue la démocratie.

Le présent n'est pas acceptable, l'avenir serait encore plus terrible, que l'on soit salarié du privé ou du public, jeune ou sénior, en activité ou au chômage si ce projet de loi s'applique.

Avec la mobilisation de toutes et tous nous pouvons l'emporter, ensemble nous devons, nous pouvons venir à bout des choix du gouvernement.

Le 26 mai, nous appelons à une puissante riposte par la grève et la manifestation pour le retrait du projet de loi EL KHOMRI.

Le 14 juin, par centaines de milliers nous manifesterons à Paris,

Toutes et tous ensemble dans la lutte